

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 254 JEUDI 2 FÉVRIER 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

UNE fois de plus, un fait sportif va servir à masquer la réalité. Déjà, le 2 novembre, les médias mettaient l'accent sur les clubs français disputant la coupe d'Europe de Football alors que se déroulait le procès Croissant. Le 16 novembre, alors que la France chauvine chantait la Marseillaise devant son poste de télévision ou au Parc des Princes pour suivre France-Bulgarie, le gouvernement français extradit précipitamment Klaus Croissant. Des informations précises démontrent que le gouvernement avait bien calculé son coup.

La France ira donc au mois de juin en Argentine disputer la phase finale de la coupe du monde de football. Seulement, dans ce pays, depuis le 24 mars 1976, une junta militaire a pris le pouvoir et impose un régime de terreur. Selon Amnesty International, 8 à 10 000 personnes ont été assassinées, 15 000 ont disparu... et 8000 ont été emprisonnées; la plupart ont été atrocement torturées, découpées vivantes à la scie électrique, brûlées au chalumeau, jetées dans le fleuve ou l'océan par des hélicoptères qui décollent de «l'escuela de mecanica de la armada» (école de mécanique de la marine) principal centre de tortures situé à quelques centaines de mètres du stade de River Plate où doivent se dérouler des matches de la coupe du monde.

La junta argentine tient à tout prix cette compétition; le général Merli a tenu l'année dernière des conférences de presse dans les ambassades argentines de pays européens pour tranquiliser les pays participants. La junta militaire a également désaisi la fédération argentine de football de l'organisation et y a investi 400 millions de dollars, soit plus que le budget de la santé.

De la part de pays européens, participer n'est-ce pas cautionner la répression de la dictature militaire dans ce pays? Cela permet à la junta de camoufler momentanément la répression, les moyens d'information concentrant leur attention sur le football, cela permet de décourager la résistance intérieure et surtout, la junta peut se prévaloir de la reconnaissance des pays participants.

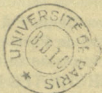
Pourtant, des comités de boycott se développent en différents pays, Suède, Espagne, Italie, Pays-Bas, Ecosse. En France, à l'initiative du comité de soutien à la lutte du peuple argentin, s'est créé un comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde. Après avoir tenu une conférence de presse, il fait circuler une pétition dont le but est que la coupe du monde ne se déroule ni en Argentine, ni dans un autre pays où les droits de l'homme sont bafoués.

A cette occasion, surprenantes pourraient paraître les positions prises par le PC français, le PC argentin et les Montoneros qui prétendent se servir de la compétition comme tribune. Il est difficile de croire à la naïveté du PC français alors qu'il sait que la junta a tout prévu. Elle expulsera «tout journaliste qui fera autre chose qu'informer sur le Mundial». Parmi les journalistes accrédités, certains reçoivent une carte bleue, d'autres une carte rouge les désignant comme suspect. La junta retape certaines prisons qui seront visitées par les journalistes «guidés».

Bien entendu, les motivations du PCF sont tout autres. Partisan, d'une part, d'un embrigadement sportif style pays de l'Est, il n'ose pas, d'autre part, heurter une base d'électeurs chauvins. Quant au PC argentin, il apporte un soutien critique au régime Videla. Il est vrai que l'URSS est le premier partenaire commercial de l'Argentine et il ne faut pas non plus trop chagriner les policiers du KGB qui étudient, en ce moment même, les méthodes des militaires argentins en vue des Jeux Olympiques de 1980 qui doivent se dérouler normalement à l'ombre des goulags.

Les Montoneros ont-ils oublié, eux, que la répression s'est toujours accentuée avant chaque grande manifestation sportive de ce genre: 600 étudiants abattus à Mexico en 1968, lois antigrèves avant les J.O. de Montréal en 1976. Espèrent-ils que le peuple argentin se réveillera pendant les matches (billets hors de prix pour les travailleurs dont le pouvoir d'achat est tombé de 65% en 2 ans, billets nominatifs délivrés sur présentation de la carte d'identité, non échangeables, nombre de touristes étrangers limité et logés chez des habitants sûrs ayant subi une double enquête policière)?

On voit qu'il est illusoire de tromper la surveillance du dispositif policier de la junta qui met tout en œuvre pour que deux milliards de téléspectateurs aient une vision tronquée de la réalité argentine. Et n'est-il pas illusoire, également, de croire qu'une manifestation sportive peut permettre une prise de conscience des problèmes sociaux. Bien au contraire, on constate que dans le monde entier les jeux du stade font oublier la dure réalité de la vie quotidienne. Sport dérivatif, sport distraction, n'est-ce pas parce qu'il porte en lui les valeurs de toute société répressive, hiérarchie, rendement, sélection, investissement de l'agressivité dans la compétition inter-individuelle, inter-groupes, inter-nations, etc., un nouvel opium du peuple en quelque sorte...



IL N'Y A PAS DE «BON CHOIX» PAR LES URNES

Le bilan d'une lutte pour la vie

LE PELLERIN NUCLÉAIRE

L'EDF se plaint amèrement qu'en aucune autre région de France les réactions contre un projet d'implantation de centrale nucléaire n'ont été aussi vives ni aussi brutales qu'en Loire-Atlantique; que nulle part ailleurs des actes tels que ceux qui se sont produits ces jours derniers ne se sont déroulés à l'égard d'agents de ce «service public».

La réaction des populations concernées est en effet vive et permanente. Quinze comités se sont créés dans les communes de la région et veillent au grain. L'État et l'EDF projettent d'installer au Pellerin (12 Kms à l'ouest de Nantes) sur la rive sud de la Loire, une centrale nucléaire. Le projet prévoit 4 tranches type PWR de 1300 mégawatts chacune.

Selon le professeur Froissard, du Collège de France, ce site serait l'un des plus mauvais du monde, à cause de la proximité de l'agglomération nantaise (400 000 personnes) située sous les vents dominants, de l'augmentation de la pollution des eaux de la Loire déjà importante, et qui, sous l'effet des marées, se fera sentir de St-Nazaire à Saumur, du rejet d'eau chaude dans l'estuaire avec ses conséquences: augmentation de la salinité, chloration, accroissement de la pollution, du bouleversement de l'écosystème hydrographique de la région (marais de Machecoul, de Beauvoir-sur-Mer, du lac de Grand lieu) avec l'anéantissement des vasières, marais et rosières sur ce grand territoire.

Ce projet doit s'implanter dans le périmètre d'une zone décrétee «zone verte de loisir» par l'OREAMI Dès le départ, la po-

pulation s'est prononcée contre ce projet, et les élections municipales ont confirmé cette volonté: une municipalité antinucléaire au Pellerin et à St-Jean de Boiseau, une liste verte en partie élue à Chaix en Retz, le sénateur Chauty, rapporteur de la question nucléaire au Sénat, battu dans son fief de St-Herblain, des candidats qui se sont prononcés contre le nucléaire élus à Nantes, St-Herblain et Coueron.

Une grande fête antinucléaire se déroule le 8 mai 1977 au Pellerin et rassemble 15 000 personnes qui discutent des problèmes du nucléaire dans 4 forums, films, vidéo, stands, nourriture bio, chants bretons, etc. Malgré cela, l'État persiste. Il lance une enquête d'utilité publique sur le projet pendant 6 semaines (du 31 mai au 11 juillet 1977) dans 12 communes.

(suite page 8)

A la petite semaine LA DÉLATION, UN MÉTIER D'HOMME

Je devais avoir près de 4 ans quand un petit camarade brisa mon jouet favori, une guillotine miniature à laquelle je tenais beaucoup. Tout de suite, je rapportais la chose à ses parents. Ce fut ma première dénonciation! En me récompensant, ils ignoraient, ces braves gens, que mon destin était alors tracé.

Tout au long de mes études, que je réussis brillamment bien que n'étant pas très doué, on m'appelait «le cafteur».

De la guerre, cette calamité pour beaucoup, je garde un souvenir merveilleux. De ces 5 années de paradis pour assassins, on imagine mal en effet le travail passionnant qu'elles fournirent aux mouchards.

Plus tard, arrêté pour le meurtre d'un ouvrier immigré, commis un soir de nouba avec des copains, je fus condamné à 15 ans de prison. Là, on m'appela «la donneuse» jusqu'à ce que j'en sorte... au bout de six mois.

Il me fallut alors changer de milieu. J'échouais dans celui qui exerce à Pigalle, ce quartier de Paris qu'on a féminisé bien avant notre nouveau ministère. Comme un flic aux carrefours, je fournis là des indications à des gens qui ont du mal à s'y retrouver. D'ailleurs, on m'y appelle «l'indico».

Bien sûr, tous ces qualificatifs m'ont toujours fait un peu mal, mais quand même, quelle consolation de savoir aujourd'hui que le maintien des valeurs morales repose en partie sur des gens comme moi...

FLORÉAL

F°P 2520

BREST

Le groupe libertaire Armand Robin organise le vendredi 24 février à 20h30 à la Maison pour tous de l'Harteloire une réunion-débat qui aura pour thèmes:

- La langue bretonne, pour quoi faire ?
- Régionalisme et anarchie.

Les interventions et les débats seront bilingues. Invitation cordiale aux sympathisants.

Cours du groupe libertaire Louise Michel
10, rue Robert Planquette
75018 Paris

jeudi 2 février
**LE FÉMINISME
AUJOURD'HUI**
par la Commission Femmes de la F.A.

jeudi 9 février
**LE PACIFISME-ET
L'ANTIMILITARISME**
par Maurice Laisant

Le groupe libertaire Eugène Varlin organise
vendredi 10 février
à 20 h 30
une réunion-débat
**LES PROPOSITIONS
ANARCHISTES FACE
AUX ÉLECTIONS**
salle du patronage laïque
72, avenue Félix Faure
75015 Paris

Les groupes de la FA de la banlieue Sud de Paris organisent un meeting sur le thème:
**LES ANARCHISTES FACE
AUX ÉLECTIONS**

le mardi 7 février à 21 h
salle de la Bourrèche
avenue St-Laurent
à Orsay
(métro: Orsay)

Le parcours sera fléché du métro à la salle. La présence de tous les camarades est vivement souhaitée pour ce premier meeting régional en banlieue Sud.

LYON

Pour un échange d'informations sur les luttes ouvrières actuelles et sur la situation dans le mouvement syndical, réunion ouverte à tous ceux et celles qui sont intéressés par l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, le samedi 11 février, à 15heures au Palais du Travail (salle 25) place Lazare Goujon, à Villeurbanne.

Groupe d'initiative pour une liaison syndicaliste, Groupe libertaire Lecoin (FA) Lyon.

CACHAN

Réunion-débat organisée par le groupe Fresnes-Antony, le **VENDREDI 3 FEVRIER -21h**
«La pilule ou la bombe ? »
(salle de la mairie - Bus 187)

Un groupe libertaire se forme sur Aix-en-Provence. Tous les camarades désireux de contacter le groupe peuvent prendre contact avec les Relations Intérieures qui transmettront

Le groupe libertaire de Clermont-Ferrand se réunira
chaque jeudi à 20 h 30
au local de la CNT
9, rue de l'ange
(1^{er} porte à gauche)

Ciné-Club du 19 juillet
7, rue du Muguet
33 000 Bordeaux
samedi 4 février
LE SEL DE LA TERRE
de Herbert Biberman
samedi 11 février
MOURIR À MADRID
de Frédéric Rossif
séances à 21 heures

Directeur de la publication
Maurice LAISANT
Commission paritaire n° 55635
S.N.I.S.C.
93 100 MONTREUIL
Dépôt légal : 44 149 premier trimestre 1977
Diffusion SAEM Transport Presse
Route 205 Publi-Routeage

Présence anarchiste à Marseille

Le samedi 21 janvier, le groupe libertaire de Marseille organisait avec le concours de la CNT une manifestation dont le but était d'affirmer à nouveau la «Présence anarchiste» sur Marseille; un renouveau en quelque sorte, cela après plusieurs années d'une certaine léthargie.

Malgré les incertitudes et les quelques difficultés rencontrées, cela devait être une réussite! Car c'est en effet près de 300 personnes qui devaient, à partir de 18 h, se succéder à nos stands. De nombreuses discussions s'engagèrent, et ce sur des sujets aussi brûlants que l'autogestion, le fédéralisme, l'anarcho-syndicalisme, la lutte des femmes, l'antimilitarisme et l'écologie. Chaque stand était pourvu également d'un grand nombre de livres et de brochures.

Aux stands débats succéda, vers 20 h, un meeting. La tribune était composée de 4 camarades dont un de la CNT espagnole. C'est lui qui devait d'ailleurs intervenir le premier. Il fut question de la situation actuelle et du renouveau de la CNT en Espagne dans les luttes ouvrières. Ce fut ensuite le camarade du groupe de Marseille qui nous parla d'abord de l'organisation, du fonctionnement et des structures de la Fédération Anarchiste, puis, plus spécialement, du groupe libertaire de Marseille, rappelant sa jeune existence (8 mois), sa volonté de s'insérer, de s'exprimer à travers les luttes que mènent les exploités et ce de manière continue, mais également son principal objectif actuel, qui reste son développement de manière, justement, à acquérir une efficacité plus grande dans l'action et dans la propagande des idées libertaires. Car il apparaît clairement que ce ne sera que lorsque plusieurs groupes de quartiers s'étendront sur cette immense ville que nous pourrons avoir cette efficacité. On réaffirma l'opposition à la farce électorale qu'on nous prépare, et l'impuissance démontrée par les politiciens de tous bords de nous sortir de la crise profonde que traverse actuellement notre société, précisant par là même la volonté des anarchistes d'un changement radical de cette société qui ne se fera que par la révolution sociale.

C'est notre camarade Maurice Joyeux qui, avec sa gouge habituelle, devait clore ce meeting. Il nous fit une analyse de la situation économique, un vaste tour d'horizon, mettant le doigt sur tous les problèmes, expliquant ainsi pourquoi, selon lui, le système de profit serait cuit. Il nous parla également de ce gouvernement d'Union nationale que Barre prépare. Une longue intervention qui fut chaudement applaudie. Un débat suivit alors, se terminant vers 21 h 30.

Nous le répétons, cette journée fut pour nous une réussite. Et les premières conclusions que nous puissions en tirer, c'est qu'elle a déjà pu remettre en place tous ceux qui nous avaient enterré un peu vite. Elle a permis de constater que, d'ores et déjà, les anarchistes étaient présents, et bien présents, à Marseille.

Groupe de Marseille

Soirée-débat à Amiens

Vendredi 13 janvier, le groupe anarchiste d'Amiens organisait, avec l'aide de syndicalistes de la CNT, la projection d'un montage diapos portant sur les réalisations libertaires en Espagne de 1936 à 1939. Cette projection fut suivie d'un débat.

Cette soirée fut une grande réussite tant par la qualité du montage présenté que par le nombre de personnes présentes: plus de 150! Pour le groupe d'Amiens, n'existant que depuis un an, cela représente un grand succès.

Nous appelons maintenant toutes les personnes (habitant Amiens et sa région) conscientes que la solution libertaire est bien la seule alternative possible aux sociétés capitalistes (étatiques ou privées) à prendre contact avec le groupe d'Amiens afin que le succès de ce meeting ne reste pas sans lendemain.

Contacts : B.P. N° 7 - 80330 LONGUEAU

Groupe anarchiste d'Amiens

MAURICE DREYFUS N'EST PLUS

Maurice Dreyfus, fondateur des amis du *Canard Enchaîné*, vient de nous quitter.

Attaché à la défense de toutes les causes généreuses, il bougonnait facilement contre tout ce qui lui apparaissait comme une injustice, ce qui était pour lui l'occasion de manifester sa verve féroce.

A diverses reprises il avait collaboré au succès de nos signatures de livres et l'on voyait sa haute silhouette dans nos manifestations.

Son culte de l'amitié était légendaire, et sa plus grande joie était de se retrouver au milieu de ses chers copains.

Au cours de sa longue existence il avait eu à subir et la guerre de 14 et la dernière suivie de l'occupation. Il s'en était tiré, la conscience intacte, sans y laisser autre chose que sa santé.

A Blanche, sa compagne, nos sentiments sincères dans son épreuve.

M.L.

Groupes

PROVINCE

- AIN : OYONNAX
- ALLIER : MOULINS
- ALPES-MARITIMES : NICE
- AUDE : NARBONNE
- B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
- CALVADOS : HEROUVILLE
- CAEN
- DORDOGNE : PERIGUEUX
- DOUBS : BESANCON
- EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCERON
- GIRONDE : BORDEAUX
- ILLE-ET-VILAINE : RENNES
- INDRE-ET-LOIRE : TOURS
- ISERE : BOURGOIN
- LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
- LOT-ET-GARONNE : FUMEL
- MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
- MANCHE : ST-LÔ
- MORBIHAN : LORIENT
- NIÈVRE : NEVERS
- NORD : LILLE-ROUBAIX-TOURCOING
- PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ
- RHÔNE : LYON
- HTE-SAVOIE : ANNECY
- SEINE-MARITIME : ROUEN, LE HAVRE, GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
- SOMME : AMIENS
- VAR : REGION TOULON - NAISE
- YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
- HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

**LIAISONS
PROFESSIONNELLES**

- LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)
- LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie Libre)
- LIAISON DU LIVRE
- GROUPE B.N.P. PARIS
- CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (PARIS 18^e)

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ÉCRIVANT
AUX RELATIONS INTÉRIEURES
PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
- GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
- MASSY-PALAISEAU
- ORSAY-BURES
- SAVIGNY-SUR-ORGE
- CORBEIL-ESSONES
- BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY
- NEUILLY-SUR-MARNE
- CHELLES
- MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
- ISSY-LES-MOULINEAUX
- MEUDON, BOULOGNE-BIL-LANCOURT

BANLIEUE NORD

- AULNAY-SEVRAN
- NORD DES HAUTS-DE-SEINE
- ASNIÈRES
- COURBEVOIE-COLOMBES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-Macé-Fiers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Châteauroux, Amboise, Chinon, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier, St-Sever, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Albert, Nord de la Hte-Vienne, Le Puy

LE MONDE LIBERTAIRE
Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tel. 805.34.08
CCP Publicité 11 289-15 Paris

France	35 F	55 F	40 F
3 mois	35 F	55 F	40 F
6 mois	65 F	110 F	80 F
12 mois	125 F	210 F	150 F

* Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada

**Abonnez
vous**

BULETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

Les quartiers de haute sécurité

UNE FORME FUTURISTE DE LA PEINE DE MORT

LES quartiers de haute sécurité appelés dans le langage des prisonniers « secret », existant pour ainsi dire depuis toujours, ont été légalisés par la réforme pénitentiaire de 1975 (article D-70-1 du code de procédure pénale). Ils sont prévus pour les prisonniers « les plus dangereux », c'est à dire les prisonniers révoltés, les meneurs, les « fortes têtes ». A Fleury-Mérogis comme à Lisieux, à la Santé, Tulle, Evreux, Chaumont, Marseille ou Besançon, ainsi qu'à la centrale de Mende où une révolte éclatait il y a quelques temps, le quartier de haute sécurité, c'est la prison dans la prison.

Les détenus y sont isolés 24 h sur 24; ils ont droit, en principe, à une heure de promenade le matin, une heure l'après-midi. Mais là aussi, ils sont seuls, ne voyant personne d'autre que le « maton », le gardien de service. Cette promenade se passe dans le « fromage » ou « camembert », une courrette minuscule entourée de murs de béton, appelée ainsi parce qu'elle a la forme d'un triangle.

Pendant la journée, qui commence à 6 h et demie, le détenu

n'est en contact avec aucun être humain à part les surveillants. Histoire de rassurer les « braves gens » qui s'inquiètent de nourrir le « gibier de potence », les tolards ont droit, eux-aussi, à leur exploitation, jugez-en plutôt...

Le travail qui leur est demandé: la fabrication de pinces à linge, de casquettes en papier pour le Tour de France, des filets métalliques, des filets pour le tennis, etc. Tout cela pour des entreprises civiles qui ont passé un contrat avec le ministère de la Justice qui verse un pourcentage à l'administration. Le détenu est payé à la tâche, une partie de l'argent ainsi gagné lui est retirée pour « payer la pension »; il lui reste à peu près le quart du SMIG.

Quand à la nourriture... les prisonniers de QHS mangent seuls dans leur cellule. Ne parlons pas de la bouffe, c'est un lieu commun que de dire qu'un gosse de 8 ans ne mangerait pas à sa fin dans la plupart des prisons françaises. Mais ce n'est pas la misère physique qui est la plus grave, c'est l'extrême misère morale qui les dégrade. Les correspondances, systématiquement

censurées, sont uniquement autorisées avec des membres de la famille (s'il y en a). Très souvent, cette dernière est la première à abandonner la brebis galeuse, poussant les épouses ou les époux au divorce).

Combien de temps reste-t-on dans le secret? Six mois, dix-huit mois, des cas existent... quelques-uns y sont restés de deux à quatre ans! Aucun être humain, aussi dur soit-il, ne résiste sans dégâts sérieux à un tel traitement. Suivant son tempérament, le détenu devient agressif ou abruti, une loque humaine.

Les surveillants, en conséquence, ont avec ces prisonniers un comportement comme on en a vis à vis des bêtes sauvages en cage. La gamelle dans la gueule est un réflexe des « fauves » assez inoffensif. La haine réciproque se manifeste, côté « maton », par des brutalités. Il arrive fréquemment que 4 ou 5 gardiens tombent sur un détenu et tabassent (coups de pieds bien placés, etc.). Les suicides sont une des conséquences de la vie en prison (s'ouvrir les veines, tentatives de pendaison, absorption d'objets hétéroclites comme fourchettes, couteaux, etc.). Dans l'hôpital de la maison d'arrêt, tout traitement humain est remplacé par des piqûres « calmantes ».

Les gardiens de prison, dont nous avons brièvement tracé le portrait, sont dans la plupart des cas des gens de peu d'instruction, investis d'une autorité qui dépasse leurs capacités, et ils s'en servent principalement pour dévouler leurs complexes. Ils « travaillent » 6 heures par jour.

Dernièrement, une grève de la faim s'est déroulée à l'intérieur des prisons françaises, afin d'attirer l'opinion publique sur cette plaie que sont les quartiers de haute sécurité. Un peu d'imagination suffit pour comprendre ce que veut dire: ni voir ni parler avec personne pendant des mois, sinon des années, avoir pour tout univers quelques mètres-carrés de surface et être privé de tout contact humain.

Dans la société anarchiste, il n'y aura pas de prison car, comme le proclame le CAP, le journal du Comité d'Action des Prisonniers: « Les chaînes des prisonniers sont les mêmes que celles de tous les hommes sans pouvoir sur leur vie: elles sont simplement plus visibles ».

Groupe anarchiste de Limoges

SPÉCIAL LIP

L'interview de travailleurs de LIP, réalisé par le groupe Proudhon de Besançon, paraîtra dans les colonnes de notre numéro 256 du jeudi 16 février. A cette occasion, *Le Monde Libertaire Hebdo* verra sa pagination augmentée.

Ne manquez pas ce numéro spécial!

Bernard LANZA

LE BON CHOIX C'EST L'ANARCHISME !

AUX dires gouvernementaux, notre économie s'engage sur la bonne pente. Bons indices intérieurs, commerce extérieur en progression régulière, bref autant de petites satisfactions qui laissent augurer, toujours selon l'espoir des responsables d'Etat, que les Français sauront comprendre dans quelques semaines le bon choix qu'il leur faudra faire.

Pourtant ces indices ne veulent pas dire grand chose. D'une part parce qu'on ne peut pas les isoler du contexte mondial et qu'il est nécessaire de les relativiser compte tenu qu'ils sont encore en dessous de ceux enregistrés avant la crise énergétique. D'autre part parce qu'ils n'ont pas de signification particulière quand on sait que leur manipulation reste chose aisée. Ainsi celui du chômage qui ne trompe plus personne. Baisser le nombre des demandeurs d'emploi en leur offrant des stages de quelques semaines, qui plus est les stagiaires subissent une exploitation bon marché pour le patronat, est un artifice que l'opinion publique n'ignore pas.

L'action paie! Et comme par hasard ces « victoires à la Pyrrhus » tombent à point nommé. Décidément M. Barre n'est pas un politique! Suffiront-elles néanmoins, ces victoires, pour assurer le bon choix des Français. Rien n'est moins évident malgré et peut-être à cause de Giscard qui, comme le laisse entendre son discours en Bourgogne, ne sera pas neutre dans le choix des Français.

Qu'à cela ne tienne, les discours ne font pas tout. La pluie et le beau temps sont des paramètres pour le moins imprévisibles. L'assemblée qui sortira des urnes et le gouvernement qui s'en dégagera, quels qu'ils seront, ne changeront rien à l'affaire. A défaut d'une politique réelle de grandes transformations économiques, telle que celle que les anarchistes proposent, il n'y aura pas de remède miracle.

Les discours de Giscard à Verdun-sur-le-Doubs, pas plus que les arguties de la gauche, ne résoudreont les vrais problèmes. La liberté passe par l'égalité économique qui en est la garante, la justice par le refus d'un système où l'exploitation et le profit déterminent les rapports individuels et collectifs, l'unité enfin par le fédéralisme de l'ensemble des activités sociales, culturelles et économiques.

Le bon choix serait de laisser dans leur bourbier tous ces politiciens véreux, incapables de rationalité et incapables de faire œuvre d'imagination créatrice, et changer la vie par et pour nous mêmes. Les solutions à la crise, c'est la révolution des structures existantes, le bon choix c'est l'anarchisme.

Roland BOSDEVEIX

Après Front Libertaire et Rouge

A QUI LE TOUR ?

Le numéro 252 du Monde Libertaire, daté du 19 janvier, annonçait l'inculpation du bimensuel Front Libertaire pour apologie de crime, meurtre et incendie, suite à la publication dans un numéro d'octobre d'un texte de mise au point des NAPAP dans lequel ces derniers analysent l'échec du gauchisme d'après 68 et affirment leur « pratique dans l'édification de l'autonomie ouvrière au sein du mouvement populaire » en pensant qu'elle ne s'appuie pas sur la théorie de la lutte armée comme une fin en soi.

Trois pages dans lesquelles les NAPAP développent leurs positions sur le problème de la violence d'Etat et la violence révolutionnaire où quelques phrases comme « le cocktail molotov reste parfois un argument plus convainquant que la résignation reçue » ou « nous avons abattu Tramon non pas comme des vengeurs mais parce qu'il était le symbole du terrorisme patronal impuni », ont justifié cette inculpation.

POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE, DEMANDEZ GENTIMENT

Publier ou reproduire un texte sur lequel, par ailleurs, on peut émettre des doutes et faire part

de divergences de vues, expose aux mêmes retombées.

Rouge vient d'en faire la triste expérience en se voyant condamné pour « apologie du crime » à 2000 F d'amende. L'interview de militants corses du FNLC, précitée pourtant de la propre position du journal Rouge, contraire aux déclarations des autonomistes corses, n'était pas du goût des adeptes du modèle allemand dont la facheuse tendance est, actuellement, à la criminalisation de tout ce qui bouge, écrit ou gueule contre la violence institutionnelle d'Etat.

POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION, NE PAS DÉPASSER LA DOSE PRESCRITE !

Alors, au temps de « l'espace judiciaire européen » cher à Giscard, le moment n'est plus de défendre cette soi-disant liberté d'expression comme un but, mais de sauvegarder un espace de lutte du mouvement révolutionnaire et en particulier du mouvement anarchiste dont l'actuelle volonté de destruction du système capitaliste privé ou d'Etat se traduit dans nombre de luttes et effraie plus que jamais patrons et politiciens de tous poils.

Gérard (Groupe Jacob)

Grenoble

RACISME ÉLECTORAL

GRENOBLE était jusqu'à aujourd'hui une ville « pas comme les autres »: on y tolérait la présence des immigrés dans le centre urbain, on ne les rejetait pas systématiquement à la périphérie, dans les ghettos des cités-dortoirs.

Cette situation était loin de plaire à tout le monde, et de « bons » Français, notamment dans le milieu commerçant, n'hésitaient pas à dire tout haut qu'il s'agissait tout simplement d'un vrai scandale. De l'expression de ces sentiments indignés à la campagne ouverte contre les « envahisseurs », il y avait un pas à franchir. C'est ce qui vient d'être fait, grâce à Robert Mosnier, le « dynamique » président de la Chambre des Métiers.

Ce notable a adressé une lettre au quotidien *Le Dauphiné Libéré*, où il pose carrément cette question: « *Doit-on céder Grenoble aux Algériens?* ». Accusant les immigrés, et plus spécialement les nord-africains, de monopoliser les commerces du centre-ville, de se livrer au proxénétisme, de faire pression sur les éventuels acheteurs français, et même « d'occuper les trottoirs par groupes importants », cet « honnête citoyen » conclut par des menaces non voilées: « Je voudrais connaître la position de la municipalité. Que peuvent faire les commerçants contre cette invasion? Il faut faire dégager les trottoirs par une libre et honnête circulation. Je vous demande de prendre une décision. S'il en était autrement, nous n'hésiterions pas à passer à l'action, ce qui serait, hélas, la catastrophe que Grenoble n'a jamais connue ».

Certes, les motivations de Mosnier, très hostile à la municipalité de gauche, sont surtout d'ordre politique, à l'approche des élections législatives. Mais son racisme forcené ne fait pas le moindre doute. Il n'en est pas à son coup d'essai, et avait déjà écrit un article dans le *Bulletin de la Chambre des Métiers*, où il demandait des mesures « pour éviter que le centre-ville ne devienne une cité cosmopo-

lite où il sera rare d'entendre parler français ». Le maire, Hubert Dubedout, avait alors réagi sèchement contre ces « réactions racistes ». La boulangerie de Robert Mosnier vient d'être la cible de « terroristes » mystérieux: ceux-ci ont balancé un cocktail molotov dans la vitrine. Provocation destinée à envenimer les choses et à déclencher des « réactions incontrôlables », ou acte de protestation contre le délire raciste et xénophobe (tous les non Français sont visés!) de ce triste individu? L'énigme est entière... Toujours est-il qu'on ne peut que s'interroger sur les protections officielles dont bénéficie Mosnier qui, lors de sa réélection à la présidence de la Chambre des Métiers, se faisait fièrement photographier aux côtés du célèbre préfet Jannin, le « héros » de Malville 1977. Qui se ressemble s'assemble...

La campagne électorale grenobloise s'annonce sous de sombres auspices, mais les immigrés ont d'avance clairement annoncé que, s'il devait y avoir violence, elle ne serait pas de leur fait, et ils ont condamné sans attendre l'attentat commis contre la boulangerie de Mosnier qui, selon eux, risque d'amorcer l'escalade.

en bref...en bref...

Jean Reverdy a été condamné à 3 mois de prison avec sursis par le tribunal de Bellay pour insoumission à son affectation (ML N° 247)

Pierre Cailleau passera devant le tribunal de Chartres, le 6 février à 14 h. Il est objecteur-insoumis.

Thierry Vimare a été condamné à 1 mois de prison avec sursis par le tribunal d'Agen (ML N° 245).

Philippe Ballenghein, insoumis total depuis 1974, a été arrêté le 14 janvier après avoir brûlé un livre militaire. Il a été incorporé de force au 43^e RI où il a entamé une grève de la faim. Son état de santé s'aggrave. Il refuse les perfusions. Vous pouvez demander sa libération en écrivant au président du TPGA de Lille.

La Libre-Pensée organise une tournée de conférences-débats avec Roger Labrusse dans l'Aude et dans l'Hérault. Les conférences seront données à 21 h à Carcassonne (lundi 6 février, salle des fêtes de la mairie), Narbonne (mardi 7 février, MJC), Tuchan (mercredi 8 février, salle du foyer), Béziers (jeudi 9 février, Palais des congrès), et Sigean (vendredi 10 février, ancienne école des filles).

L'Union rationaliste organise une confrontation publique, le mercredi 15 février à 20 h 30, sur le thème: l'électro-nucléaire, que faire? Lieu de la réunion: 1, rue Guy de la Brosse, Université Paris-VII, Amphi X-2, Paris (5^e).

Le Collectif d'Action pour une Alternative au Nucléaire organise, le 4 février, de 14 à 24 h, « dix heures contre le nucléaire et pour des énergies de remplacement ». Salle Bouyssel (parc municipal), Conflans-Ste-Honorine.

Un comité antinucléaire fonctionne sur Bordeaux depuis octobre. AG chaque mardi à 20 h 30. Réunion des commissions chaque jeudi à 20 h 30, 7, rue du Muguet.

Un comité d'action des prisonniers est en formation à Bordeaux. Les réunions ont lieu chaque mercredi à 20 h 30, 7 rue du Muguet.

Les normaliens démissionnaires ou exclus de la région lilloise intéressés à faire cesser le scandale autour de leurs cas, sont invités à se mettre en rapport avec le journal qui transmettra.

En Italie

La désagrégation du système

C'est qu'il convient d'appeler la démocratie italienne, héritée de la dernière guerre mondiale, a beaucoup de points communs avec ce que fut le système démocratique français jusqu'à ce que la faiblesse des partis permette à la classe dirigeante d'avoir recours à un homme providentiel: De Gaulle! Et il est vraisemblable que si l'Italie n'avait pas eu la malchance d'être dans le camp des vaincus, elle aurait, comme nous, trouvé un général quelconque pour limiter les dégâts produits par la féroce rivalité des clans politiques avides de se partager le gâteau.

Mais malgré ou à cause de ce régime différent, la désagrégation du système est telle en Italie comme en France, qu'à des nuances près les deux pays s'enfoncent dans une crise et des désordres sociaux qui atteindront rapidement le point de non-retour et qui poseront le problème d'une transformation radicale de la société.

fait que les entreprises restent compétitives. Personne en Italie ne veut sortir du système autrement qu'en gommant les injustices les plus criantes, et en mettant un point final à la corruption. Mais personne ne croit plus à de telles promesses. La rentrée des communistes dans les municipalités de villes importantes, Rome par exemple,



Amendola (communiste) et Moro (chrétien-démocrate): sacrifier les travailleurs!

La crise gouvernementale que traverse l'Italie est non seulement due à des difficultés économiques, mais également à une crise de confiance des Italiens envers un pays en proie à la corruption et à la résignation, au déséquilibre du Nord communiste et du Sud fascisant et analphabète, à une pudibonderie moralisante et à la licence qu'engendre l'appareil ecclésiastique, aux agissements de la pègre et à la corruption de l'appareil d'Etat. Le pays se démantèle lentement, écartelé entre la démocratie-chrétienne et le communisme qui ne répondent plus aux aspirations de la jeunesse et des travailleurs les plus évolués. La révolte gronde sans pouvoir s'accrocher sur un terrain solide qui lui offre l'espoir de sortir de la crise, et cette révolte est telle que les deux appareils politiques et religieux, qui pourtant ont fait leurs preuves, ne parviennent plus, non seulement à l'orienter, à la récupérer, mais seulement à la contenir. Et il est évident que seuls les intérêts de clans empêchent encore aujourd'hui, mais pour combien de temps, les chrétiens et les communistes de faire un front commun pour protéger toutes ces hiérarchies économiques, sociales ou d'autorité auxquelles un gauchisme agissant donne un assaut de plus en plus virulent.

Les organisations syndicales, elles-mêmes morcelées, fractionnées, ont perdu tout impact dès qu'il s'agit d'autre chose que les revendications journalières. Aujourd'hui, elles sont prêtes à accepter n'importe quel pacte social, pour peu que les communistes et les démocrates-chrétiens finissent par s'entendre et c'est le secrétaire général de la CGT italienne qui déclarait récemment « que les syndicats avaient eu tort dans le passé de toujours demander le maximum sans tenir compte du

n'ont rien changé aux méthodes d'administration. Hier on pillait au nom de Dieu, aujourd'hui on détrouse au nom de Marx!

Naturellement il y a un mouvement gauchiste important en Italie, constitué par des groupes autonomes. Mais ceux-ci, issus du trotskisme, du maoïsme, d'un marxisme qui puise ses sources dans les œuvres de jeunesse de Marx, s'est lui-même, au fil de ses déceptions à travers les « réalisations » à Cuba ou autre part, désintégré intellectuellement, et s'il est une force de mobilisation contre les partis et l'Etat, il n'est pas crédible aux yeux de l'opinion. Son manque de cohésion comme les avatars qu'il a dû subir au cours de ces dernières années, l'ont écarté d'une perspective révolutionnaire réfléchie et, quoique plus étoffé, il n'est pas différent des groupes autonomes qui, en France, traînent leur nostalgie et leur désillusion d'une manif à une autre.

Reste la Fédération Anarchiste Italienne. Malgré son riche passé révolutionnaire, elle est modeste mais solidement organisée. Comme en France, elle représente un tout qui propose, comme nous avons pu le voir dans la résolution de son dernier congrès que nous avons publié, un projet de lutte cohérent et des perspectives d'organisation puisées dans l'œuvre de Malatesta. Comme nous, il lui faut tenir et se développer dans cette période indécise! Elle en a les moyens et elle reste la seule grande alternative quand s'effondrera la société italienne rongée par ses contradictions, écartelée entre l'Eglise et les partis, pourrie jusque dans son âme par la corruption, et qu'après le chaos le moment de reconstruire une société différente viendra.

Maurice JOYEUX

Marseille

MILICE PATRONALE À GERVAIS-DANONE

C'EST en juillet dernier que l'honorable PDG de la multinationale BSN Gervais-Danone, M. Riboud (grand manitou du CNPF, qui fait même, paraît-il, l'admiration de Giscard lui-même pour son dynamisme) décidait de fermer purement et simplement l'usine de Marseille, pourtant viable, pour installer la même, bien sûr plus rentable (le gros malin), en Italie. Le résultat de cette « fructueuse » opération se traduisait bien entendu par la mise à la rue de 140 travailleurs, mais ce genre de chose ne doit certainement pas empêcher notre vénérable PDG de dormir.

Les travailleurs, eux, ne l'entendant pas ainsi, allaient réagir. Dès le début, ils vont occuper l'usine et cela donc depuis 7 mois environ. Mais Riboud, avec la complicité d'un trafiquant de drogue, un dénommé Paroutin, reconvertit dans le négoce et qui prétend avoir racheté l'usine de Pont-de-Vivans, va être l'instigateur d'une véritable histoire rocambolesque.

En effet, pressé de récupérer les machines entreposées là pour les installer dans une de ses usines à Strasbourg, mais empêché de mener à bien son entreprise du fait de la présence des travailleurs, il va tout bonnement envoyer un commando d'une soixantaine de truands armés de gourindins et de fusils. C'est dans la nuit du 17 au 18 janvier que ces hommes de main vont expulser manu-militari le piquet de garde des travailleurs. Pendant 5 jours, les miliciens vont terroriser tout un quartier, menaçant du fusil et du gourdin quiconque désire s'approcher, tirant en l'air et brisant toutes les vitres. Tout cela, bien sûr, sous l'œil complaisant de la police et de son préfet qui, mis en cause, se contentera de déclarer qu'il n'avait, dans cette affaire, « rien dit avant, rien dit pendant, et qu'il ne dirait rien après ». Un préfet muet!

Cinq jours pendant lesquels les truands vont démonter l'essentiel du matériel pour le charger dans la nuit du 20 au 21 janvier sur des camions qui l'emporteront au loin, à Strasbourg, dans une autre usine Riboud. Tout le reste, ils le détruiront et le saccageront! Entre temps, les syndicats avaient bien sûr décidé de déclencher ce qu'ils appellent une « riposte ». De nombreux débrayages auront lieu dans le monde du travail, chez Rivoire et Carré, Prior, au Thé de l'Éléphant, dans la réparation navale, chez Griffet, à La Générale Sucrière, etc. Une manifestation sera organisée, le jeudi 19 janvier à 17 h, à l'appel de la CGT, de la CFDT et du PC. Le représentant de l'UD-CGT prononcera même un discours, discours très électoral, mais que voulez-vous, il faut profiter de toutes les circonstances!

Dans un article paru dans *Le Monde Libertaire* (N° 250), à propos de Naphthachimie où les ouvriers en conflit avaient été menacés d'interventions policières, nous disions déjà que les travailleurs devaient s'attendre dans les mois à venir à un durcissement du patronat et du gouvernement. L'affaire Gervais-Danone a levé désormais toute équivoque. Les travailleurs devront donc faire face au pouvoir qui se renforce, mais ils doivent également songer dès maintenant à dépasser les « actions » que décident pour eux les bureaucraties syndicales qui leur demandent de garder leur calme (sic) quand 60 truands occupent l'usine qui devrait être leur outil de travail, leur propriété collective et non celle d'un quelconque Antoine Riboud!

Denis LAROUSHINE
(groupe libertaire de Marseille)

Informations
Rhône-Alpes

— L'usine Dalphi-Métal, à Bron, est occupée depuis plus de deux semaines par les travailleurs qui ont organisé une fête à l'intérieur de l'entreprise pour populariser leur lutte.

— Un mort tous les jours dans la région Rhône-Alpes: tel est le bilan des accidents de travail. Le secteur bâtiment-travaux publics arrive en tête, avec 1100 accidents graves chaque année (900 tués par an en France).

— Suite à une intervention des travailleurs au cours d'une réunion où la direction tentait une manœuvre, le personnel de Neyrpic, à Grenoble, obtient une demi-heure de réduction du temps de travail sans perte de salaire ni remise en cause des avantages acquis.

— 79 amendes de 50 à 1000 francs pour le P.D.G. de la société « Ronde de nuit » à Caluire, pour infractions à la législation du travail.

— Après avoir été « intimidée » par la police privée du « Mammoth » de Chalon-sur-Saône pour le vol de 2 soutiens-gorge, une jeune fille de 16 ans se suicide. La direction du magasin est « profondément attristée » par les conséquences « imprévisibles » de cette interpellation.

— Aux Ets. Rousset, à Venissieux (filiale de Unilever) suppression de 68 postes à partir de septembre 78.

— Débrayages et manifestations contre les licenciements prévus des ouvriers de Rhône-Poulenc-Textiles de Vaise et de Gillet-Thaon.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE ET TERRORISME

TANDIS que la police fédérale allemande recherche sans succès les terroristes hors-la-loi et qu'une opinion publique pervertie fait la chasse aux «sympathisants», le terrorisme de la RAF cesse d'occuper la «une» des journaux. Point final ou simple accalmie? Quoi qu'il en soit, on peut essayer de tirer quelques conclusions des événements et des réactions qu'ils ont suscités.

Les buts et les méthodes - les fins et les moyens - de la RAF ont été condamnés par la presque unanimité des éléments d'extrême-gauche (ceux qu'on appelle «radicaux» en RFA) et des libertaires. Ces derniers ont souligné que la violence aveugle, l'activisme de révolutionnaires professionnels s'inspirant d'un marxisme-léninisme associé à un amalgame de guévarisme, de maïosisme et de guérilla urbaine à la façon des Tupamaros, n'avaient rien de commun avec l'éthique anarchiste et allaient à l'encontre du socialisme anti-autoritaire qui reste le fondement de l'anarchisme. Mais, en même temps, nos camarades s'élevaient contre la répression policière grandissante, la violence systématique de l'Etat, les méthodes inhumaines de détention, et cette condamnation de l'antiterrorisme officiel pouvait apparaître comme un soutien de l'action de la RAF. Cela explique le jugement un peu schématique d'un camarade de Berlin: «dans les mouvements et groupes anarchistes, on ramène l'anarchisme à être pour ou contre la RAF.»

Il était fatal qu'une certaine presse en France vit dans la RAF une résurgence de l'hitlérisme: même violence brutale, même mépris des vies humaines. Belle occasion pour évoquer «l'Allemagne éternelle» et réveiller l'antigermanisme qui dort dans le cœur de tant de Français! La RAF? Ce sont les enfants d'Hitler! Assimilation ridicule, car le national-socialisme n'a rien à voir avec le terrorisme de petits groupes disciplinés et d'idéologie bien différente. On pourrait aussi bien évoquer le terrorisme juif de l'Irgoun et du groupe Stern, celui du Sinn-Féiners, de l'IRA provisoire ou de l'OAS. Et, pour rester dans le cadre de l'Allemagne, n'oublions pas que le terrorisme des groupes nationalistes et des corps francs a commis, de 1919 à 1922, 376 crimes politiques. Tous ces terrorismes, y compris celui de la RAF, n'ont qu'un point commun: une foi fanatique et désespérée dans l'attentat et le meurtre pour développer une répression féroce engendrant un soulèvement - oh! combien problématique! - des masses populaires.

La RAF n'a pas «créé» une réaction populaire en sa faveur, mais, de jour en jour, la répression s'est durcie. La brutalité du régime de l'Allemagne fédérale a-t-elle enfanté la violence de la RAF? C'était l'idée développée par Jean Genet dans un article du *Monde* qui a fait grand bruit. Ou bien est-ce la RAF qui par ses premiers attentats a déchaîné la répression? Question oiseuse, car seules les résultats comptent. On assiste en RFA à un recul de la démocratie au profit de l'arbitraire policier, des contrôles abusifs, du non-respect du droit d'expression. Aux interdictions professionnelles sont venus s'ajouter la loi contre les «radicaux», le

délit de complicité d'associations criminelles, l'interruption des communications entre les terroristes et leurs avocats, les suspensions d'avocats, etc. et on a même proposé au Bundestag de faire surveiller par des juges les intellectuels de gauche, les social-démocrates et le chancelier Schmidt lui-même comme des soutiens du terrorisme, des maîtres à penser de la RAF. Quand l'exemple vient de si haut, ne nous étonnons pas si on traîne dans la boue des écrivains comme Böll ou Louise Rinsler et si la chasse aux sorcières bat son plein!

Ainsi pour toute la droite allemande - héritière du nationalisme des années 20 - pour les chrétiens-démocrates comme pour le NPD d'extrême-droite, il faut ranger parmi les responsables du terrorisme toute la gauche: les communistes comme les groupes gauchistes, les anarchistes comme les Jusos et - pour faire bonne mesure - les social-démocrates avec Brandt et Schmidt.

Mais, en même temps, en Allemagne comme en France, le gouvernement social-démocrate et le même Schmidt sont accusés par l'extrême-gauche d'être les fossoyeurs de la démocratie, les artisans de la «fascisation» de l'Allemagne fédérale: en un mot ce sont des social-fascistes. Deux jugements bien contradictoires et qui traduisent bien la confusion des esprits allié à un mépris souverain du sens des mots. Depuis longtemps on a dépouillé le terme de «fascisme» de son sens originel: le mouvement corporatiste italien, pour l'appliquer à tout régime dictatorial, oppressif et autoritaire, qu'ils s'agisse du régime national-socialiste d'Hitler, de Franco ou de Pinochet. On a été plus loin: nos bons communistes ont pris l'habitude d'appeler «fascistes» ou «fascisants» ceux qui ne pensaient pas comme eux et on a vu fleurir l'appellation de «social-fasciste». On la croyait morte: elle ressuscite! Il faudrait pourtant se garder de certaines outrances de langage: la RFA n'est pas fasciste. Il y existe, non seulement des «libertés formelles» mais des libertés de fait. La liberté d'expression n'a pas disparu, la RFA ne peut être encore mise au rang de la République Démocratique (!) Allemande, des pays de l'Est, du Chili et de la quasi totalité des Républiques Socialistes (!) africaines. Le recul actuel de la démocratie en RFA n'est pas irréversible et il serait dangereux de populariser cette image d'une Allemagne redevenue «fasciste», c'est à dire dans la

pensée des Français, nazie ou «boche».

Peut-être serait-il bon de rappeler le souvenir d'une histoire pas très ancienne. Avant la prise du pouvoir par Hitler, en 1933, le parti communiste allemand couvrait d'insultes la social-démocratie (social-fasciste) qui était la cible des attaques conjuguées des communistes et des formations hitlériennes. Contre Carl Severing, ministre de l'intérieur social-démocrate de Prusse, se constitua un véritable front commun des communistes et des nazis, les premiers étant persuadés qu'ils se débarrasseraient facilement des seconds, après la liquidation de la démocratie formelle des social-démocrates. Commettra-t-on l'erreur catastrophique des années trente? Tout est possible, mais au moins que les anarchistes aient assez de clairvoyance pour dénoncer une telle folie. On ne peut que faire nôtre ce qu'écrit Gérard Sandoz dans la revue des questions allemandes *Documents* (décembre 1977):

«... pendant les années 30, avant la prise de pouvoir par Hitler, le parti communiste allemand avait commis la faute fatale, à laquelle succombent aujourd'hui des hommes - en Allemagne et en France - qui se veulent de «gauche»: lors de cette période décisive de l'histoire, le PC allemand qualifiait de fascistes tous les gouvernements qui avaient précédé celui du national-socialisme, n'hésitant pas à proclamer, urbi et orbi, que la social-démocratie allemande elle-même était «social-fasciste». On connaît la suite: lorsque le vrai fascisme a pris les rênes du pouvoir, lorsqu'on a aboli les «libertés formelles», on a finalement admis leur valeur. Mais c'était trop tard.»

Jean BARRUE

Sud-Champagne informations

— Nogent-sur-Seine: le 8 de ce mois, les militants anti-nucléaires nogentais ont empêché les tracteurs de l'entreprise Blachy de pénétrer sur le terrain de M. Bourgeat, sur le site de la future centrale.

— Machy: la faillite de l'entreprise Mauthourat (apprêt textile) entraîne le chômage de 20 personnes. Possibilités de reclassement: néant.

— Aube: l'enquête annuelle sur les salaires ouvriers de l'industrie de la bonneterie, portant sur 13 852 personnes dans 38 entreprises, donne le résultat suivant: salaire horaire = 13,12 F.

— Mulhouse: les ouvriers en chômage du groupe Schlumpf (voir ML 250) qui occupent depuis de nombreux mois le «Musée des travailleurs» ont également occupé le 20 janvier les locaux de l'union patronale du Haut-Rhin et de la chambre syndicale du textile à Mulhouse. La guerre de mouvement a repris, elle ne s'arrêtera plus.

L'ENLÈVEMENT D'UN BARON

MERVEILLEUX! Plus besoin pour la presse de se mettre en mal d'un serpent de mer pour couvrir la «une»; on tient un filon qui, comme les feuilletons, promet d'être à épisodes.

Il ne reste plus aux typos qu'à découvrir au fond de leur casse des caractères de plus en plus gras pour les gros titres, et aux rédacteurs qu'à travailler du superlatif. Non, il ne s'agit pas des difficultés à rétablir la paix au moyen-orient ou des massacres d'hommes, trucidés un peu partout sous la glorieuse égide de tous les régimes; ça vous le trouverez en dernière page sur dix lignes en entre-filet.

L'intérêt, digne de retenir l'attention générale, est l'enlèvement du multimilliardaire et baron kidnapé au nez de la police.

Voilà au moins un sujet digne d'attendrir le bon cœur du popolo et qui permettra aux midinettes d'essuyer une larme entre croissant et café crème leur tenant lieu de repas, voilà qui permettra à la masse passive et peureuse de s'indigner à bon marché.

Un des membres de la famille du riche baron, interrogé à la télévision sur l'alternative d'un enlèvement crapuleux ou politique eut cet aveu remarquable: «souhaitons que ce soit le premier.» Rien à ajouter.

Nos gouvernants, et tous les gouvernants ont fait de la crapulerie un moindre mal. C'est eux qui en ont donné l'exemple et qui en ont établi la règle du jeu.

Quand un homme peut accumuler une richesse qui lui permettrait de vivre mille fois - vivrait-il chaque fois mille ans - comment s'étonner que, devant cet étalage d'injustice et d'inégalité, certains petits artisans veuillent entrer dans le jeu et croquer à belles dents les miettes du gâteau.

Mais le plus risible est le langage d'un ministre de la Justice et président du conseil par intérim, invitant la population (au nom de l'honneur et des principes) aux sentiments les plus vils, les plus bas et les plus méprisables.

Le plus risible est d'entendre parler de défense d'une société composée de négriers, de trafiquants d'hommes et de marchandises, d'une société qui livre Klaus Croissant à ses bourreaux, d'une société qui adresse ses condoléances à l'occasion des obsèques nationales d'un ancien nazi, d'une société qui fournit en armes tous les malfaiteurs militaires de ce monde, d'une société qui encourage tous les brigandages de la terre et se glorifie d'en tirer profit.

Parler de l'aggravation de la violence et des moyens de lutte à lui opposer, lorsque de cette violence on est l'auteur, voilà qui passe les bornes.

Et de quelle façon lutter contre elle? En ouvrant la porte au marchandage et à la délation. Quelle avalanche de vengeances à satisfaire, de règlements de comptes à solder. Je vois d'ici la dénonciation de la moitié de la France par l'autre moitié (nous avons connu cela sous l'occupation hitlérienne, durant laquelle le gestapo ne trouvait plus le temps de lire le courrier des honnêtes citoyens vouant leurs pareils aux camps de mort ou aux pelotons d'exécution.)

Voilà l'idéal que nous fixe le représentant de l'unité française!

Et l'opposition? que dit-elle l'opposition? Rien de plus que les autres. Où est-elle? Le petit doigt sur la couture du pantalon,

au garde-à-vous devant le sacrosaint pognon et le sacro-saint pouvoir. Tous, bien sages, soucieux de ne pas se démarquer du système, de ne pas faire de fausses notes dans le concert parlementaire.

«Tout enlèvement politique, pour quelque raison que ce soit, est un acte de barbarie» a déclaré gravement M. Mitterand. Je crois l'entendre d'ici, la bouche sévère, l'œil rigolard et le timbre indifférent. Que n'y a-t-il pensé plus tôt, lorsque nos glorieux pilotes détournèrent l'avion des plénipotentiaires d'outre méditerranée, ouvrant la voie à ce qui devait suivre.

Que n'a-t-il songé à cette honte qu'est toute violence, lorsqu'il faisait fusiller ce soldat qui, écœuré de la torture et du massacre des «ratons», avait déserté la civilisation tueuse, la baignoire et la magnéto.

Cependant, il est un autre aspect du problème; Monsieur le baron Empain, cet inconnu d'hier, à qui il a fallu la palme du martyr pour que soit jeté la lumière sur son existence, sa fortune et ses activités, appartient à cette élite qui, par l'implantation de centrales nucléaires en ce monde, prépare calmement, suavement, le suicide universel, M. Empain est de ceux-là qui condamnent à mort les générations futures.

Hélas! ce n'est pas son enlèvement qui mettra un terme à ses criminelles entreprises et qui privera ses 120 000 employés de poursuivre leur tâche contre eux-mêmes et contre l'humanité tout entière.

Ah! comment s'indigner, comment s'étonner du geste d'un terroriste? Les pouvoirs récoltent ce qu'ils ont semé. L'absurdité du système pouvait-il engendrer, même par réaction, autre chose que des gestes absurdes?

Crapuleux ou politique, l'enlèvement du baron Empain est une faible réponse à la crapulerie politique universelle.

Cependant je m'en voudrais de ne pas répondre à l'appel de M. Peyrefitte qui m'invite, avec toute la population, à condamner et à dénoncer «la pratique de la violence et du terrorisme». Mon civisme, refoulant le vomissement que je ressens au seul mot de délation, je dénonce ici toute la finance, tous les industriels dont l'activité est tournée en vue de la pratique de la violence et du terrorisme, tous les gouvernants qui se font leurs complices et leurs complices.

Je dénonce cette société tout entière de violence et de terrorisme, que les déclarations de son ministre de la Justice invite à être plus terroriste et plus violente encore.

Maurice LAISANT

uruguay

Malgré un pseudo rétablissement de la vie démocratique organisé par les militaires (retour aux libertés publiques, amnistie générale pour les prisonniers politiques, liberté d'action pour les partis politiques), la répression s'abat toujours avec force. De nombreux parents de prisonniers politiques ont été arrêtés, des journalistes sont poursuivis en justice pour délit «d'attaque à la force morale des forces armées». Malgré cela, les mobilisations ouvrières sont nombreuses:

— dans l'industrie frigorifique, les travailleurs ont décidé, au cours d'assemblées, de se mobiliser contre les licenciements abusifs,

— dans le bâtiment, les travailleurs de Punta del Este luttent pour l'amélioration de leurs salaires,

— dans la métallurgie, les ouvriers de l'usine Inlasa se sont opposés aux intentions patronales de les faire travailler les dimanches et jours de fêtes sans compensations,

— dans l'industrie du cuir, mobilisation contre le licenciement de 82 ouvriers de l'entreprise Conquer.

Grâce à la complicité des autorités argentines, la police uruguayenne poursuit ses ressortissants jusqu'à Buenos Aires, et les y assassine. De plus, devant l'effondrement de l'économie uruguayenne (dette extérieure de 956 100 000 dollars), le Chili vole à son secours et signe avec l'Uruguay un accord commercial privilégié. L'internationale des dictatures sud-américaines fonctionne à merveille.

tunisie

Comme beaucoup d'Etats africains qui se disent populaires ou socialistes, la République de Tunisie est un Etat de type totalitaire. Un parti unique, le parti destourien, s'intitule socialiste, mais représente les intérêts de la bourgeoisie tunisienne liée au capitalisme américain ou français. Le président Bourguiba s'est nommé président à vie - ce qui dispense de la corvée des réélections - mais, comme le potentat se fait vieux, la succession commence à susciter des ambitions. La situation économique de la Tunisie est peu brillante et le niveau de vie des travailleurs est au plus bas. Bien que le syndicat unique soit là pour asservir les ouvriers, ces derniers commencent à réagir et en novembre les grèves ont affecté tous les secteurs de l'économie. Le gouvernement a répondu par la violence et la répression. Les partisans de la «manière forte» sont appuyés par le chef du parti destourien et par le fils du président Bourguiba. Certains membre du cabinet pensaient au contraire qu'il était préférable d'améliorer les conditions de vie des ouvriers et de démocratiser le régime. Le président Bourguiba a tranché le débat en révoquant les ministres récalcitrants. Le remaniement du cabinet a remplacé les «sortants» par des hauts fonctionnaires et des militaires.

informations

internationales

Le fils du président devient conseiller «spécial» de papa... en attendant de lui succéder. Rien d'étonnant de voir le «socialisme» allié à la tyrannie héréditaire: en Corée marxiste-léniniste, Kim Sung a bien désigné son fils comme successeur! Le durcissement du régime autoritaire en Tunisie annonce des répressions accrues et une surexploitation des travailleurs... au nom du socialisme.

belgique

L'année 77 - comme d'ailleurs la précédente - a été marquée en Belgique par l'offensive patronale contre l'emploi. On a assisté à la disparition de centaines d'entreprises petites ou moyennes, jugées non rentables par le patronat et les multinationales. En même temps s'opérait la «restructuration» de certains secteurs économiques: ce terme savant de restructuration n'est que le camouflage de la compression des effectifs, des licenciements, du chômage organisé. On restructure ainsi le textile, le verre, la sidérurgie. Pour cette dernière 9000 emplois sont menacés de suppression en 78.

Au début de 77, il y avait 240 000 chômeurs complets: un an après, il y en a un peu plus de 300 000 (n'oublions pas que la population de la Belgique est à peine le cinquième de celle de la France!). Une telle situation a entraîné des réactions ouvrières, de nombreuses grèves qui se sont heurtées à la fois à l'intransigence patronale et à l'inertie des dirigeants syndicaux ouvriers qui souvent poussent les grévistes à accepter les conditions des multinationales et à suspendre les grèves et les occupations d'usines. A noter 2 grèves particulièrement longues: celle des 1200 ouvriers des usines Henricot, dans le Brabant Wallon, qui a duré huit semaines et qui a fait capituler les frères Henricot; celle de l'Association Liégeoise d'Electricité qui, après 2 mois, a permis aux ouvriers d'obtenir 4% d'augmentation au 1^{er} juillet 77 et la semaine de 38 heures au 1^{er} décembre 77.

Les comités de chômeurs se sont multipliés en Belgique et certaines régionales syndicales s'intéressent enfin au sort des chômeurs. Une liaison effective entre travailleurs et chômeurs est indispensable contre la politique du patronat et de l'Etat. Les comités de chômeurs réclament l'abolition de l'article qui prévoit la suppression des allocations quand le chômage est «anormalement long» (6 mois pour les jeunes). Mais la revendication qui tend à se généraliser, qui est réclamée par les comités de chômeurs, c'est la semaine de 36 heures, sans perte de salaire

et sans augmentation des cadences. Le patronat oppose à cette proposition le «travail à temps partiel». Il y a des chômeurs qui accepteraient ce pis-aller: mais cela équivaut à un salaire moindre, à un travail sans qualification et sans promotion et surtout sans stabilité. On conçoit que le travail à mi-temps entraînerait de sérieuses économies pour le patronat tout en réduisant - en apparence! - le chômage. Mais l'année 78 verra sans doute l'amplification de la campagne pour les 36 heures... en espérant que les fonctionnaires syndicaux comprennent les véritables intérêts de ceux qu'ils prétendent représenter.

allemagne

WETZLAR - Nos camarades avaient fondé une revue libertaire *Freie Presse*, dont le premier numéro tiré à 500 exemplaires parut en juin 74. Revue très bien présentée et destinée à un large public. En deux ans le tirage arriva à 3500 exemplaires. Ce remarquable succès fut malheureusement compromis, moins par les difficultés financières que par des crises internes et par le désintéressement de certains camarades et de certains groupes. Après une interruption de 18 mois, nos camarades aidés par des camarades de Karlsruhe, ont repris en main *Freie Presse*, dont le n° 12 vient de sortir.

En même temps, les camarades de Wetzlar développent un centre de documentation anarchiste pour lequel ils ont réuni un important matériel, ainsi que la maison d'édition «Anarchia» qui présentera une nouvelle collection de brochures. Les camarades qui voudraient recevoir *Freie Presse* n'ont qu'à écrire à *Freie Presse*, Postfach 1704 - 633 Wetzlar.

Invendus
Le Monde Libertaire

Le monde Libertaire a, comme tout journal, un certain nombre d'invendus. Afin de ne pas les jeter, nous proposons à tous les camarades et sympathisants qu'ils viennent en chercher à Publico afin de les distribuer ou de se servir des couvertures pour le collage.

Cette tâche permettra de faire connaître notre journal et d'accroître l'audience de la F.A.

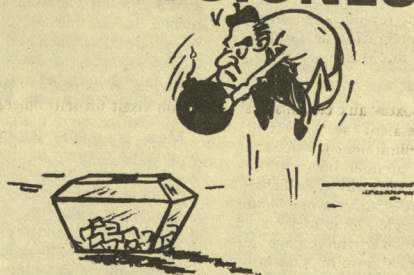
espagne

QUESTIONS

SUR L'ORGANISATION

UNE partie importante de la stratégie de la CNT dans les entreprises est l'assemblée, centre de décision d'où partent les actions unitaires de tous les travailleurs face aux problèmes communs de l'entreprise.

L'assemblée doit refléter tout le travail préalable des militants confédéraux dans le syndicat et dans la section syndicale de l'entreprise. Cette potentialité de l'assemblée comme organe de décisions collectives est vital pour la CNT, précisément parce que les listes présentées par l'UGT (syndicat socialiste) et les Commissions ouvrières (communistes) tendent à marginaliser les assemblées, cela avec l'aide du gouvernement et des propres chefs d'entreprises. Le plus grave, c'est qu'il ne nous reste pas d'autre alternative (et cela les camarades doivent le voir clairement) que celle d'autoorganisation énoncée lors du plénum national des régions de septembre dernier, et cela ne sera pas facile.

CNT-AIT
NO A LAS
ELECCIONES

SINDICALES

L'UGT comme les Commissions Ouvrières prônent des comités de décision qui, précisément décideront au nom des travailleurs, sans les consulter. N'oublions pas que les prochaines élections syndicales se passeront sous les auspices de la législation verticale. Si de tels comités prospèrent, et tout paraît indiquer que c'est le cas, les travailleurs seront tenus dans les entreprises par les bureaucraties syndicales présentes et, par extension, par les directions syndicales et les états-majors des partis politiques qui les dirigent. Si cela arrive, nous aurons à lutter contre, et ensuite nous exigerons, avec les travailleurs, que se forment les assemblées pour dénoncer, dans un premier temps, les magouilles du verticalisme «démocratique», pour ensuite les débordent grâce à la volonté conjointe de tous les travailleurs réunis en assemblée, comme cela s'est passé dans les derniers moments du franquisme, quand les assemblées rejetèrent, en de multiples occasions, les «jurés d'entreprises» surgis des élections verticales et dans lesquelles se trouvaient des éléments des Commissions Ouvrières et de l'USO (syndicat «autogestionnaire»). Cela est une leçon que nous ne devons pas oublier.

Finalement, si nous appliquons avec intelligence et souplesse la potentialité de la section syndicale dans l'entreprise et son complément, l'assemblée souveraine, nous pourrions accomplir les prévisions du plénum national des régions de septembre relatives à l'organisation des travailleurs dans l'entreprise. Nous sommes parfaitement conscients, face à la confrontation à la réalité, de l'insuffisance d'élaboration et d'approfondissement des rapports effectués sur ce thème. Sans doute, et même s'ils ne sont pas trop bien équilibrés, les deux piliers principaux de notre stratégie actuelle, section syndicale et assemblée, sont bien soulignés dans nos accords, et les militants doivent en tirer le maximum de profit. C'est avec autant de clarté que nous avons défini les points principaux de l'auto-organisation dans l'entreprise.

Traduit de CNT N° 11, janvier 1978

Livres

La fin du travail

par Maurice JOYEUX

Alexis Chassagne et Gaston Montracher Editions Vivre/Stock

V OILÀ un livre sur le travail et ses méfaits qui est réjouissant. Les auteurs l'ont construit de façon originale en rassemblant tous les textes importants sur ce problème avec, naturellement, une majorité relevée dans les œuvres publiées par les théoriciens socialistes depuis le début du siècle dernier. Ils y ont joint d'autres textes extraits d'ouvrages purement littéraires, du roman de Georges Darien Le Voleur par exemple. On pourrait croire qu'un tel ouvrage serait forcément fallacieux et bien c'est justement là qu'on s'aperçoit du talent des auteurs. Ils

ont découpé leur livre en chapitres qui suivent, de façon logique, tous les aspects du travail, et ils ont relié tous les morceaux à l'aide de commentaires sobres où, naturellement, ils donnent leur opinion qu'on peut partager ou non. On retrouve, parmi d'autres, les noms de Marx, de Stirner, de Breton, de Mao, etc, des extraits de nombreux journaux qui parlent du travail mais également des luttes ouvrières. Mais je crois que pour inciter à acheter ce livre qui est difficilement racontable, je ferais mieux de suivre l'exemple des auteurs et de vous citer quelques textes parmi les moins connus.

Voyons d'abord l'opinion de Victor Considérant qu'on ne lit plus guère aujourd'hui: «Le travail n'a pour mobile pivotale que la peur de mourir de faim: dans l'ordre civilisé le travailleur est un véritable forçat» ou encore celle d'Andrieu et Lignon: «L'ouvrier est l'esclave des temps modernes. Comme son lointain ancêtre, il est indissolublement lié au travail, comme lui il peine non pas pour le genre humain, mais pour une minorité qui détient le pouvoir et la fortune. Il se croit libre parce qu'il peut changer d'exploiteur. S'il manifeste son mécontentement on lui donne la matraque et la prison comme on donnait dans la Rome antique du bâton et du cachot aux esclaves».

Mais je ne résiste pas à vous livrer ces deux extraits de Stirner qu'on connaît mal, surtout dans le mouvement anarchiste.

«L'Etat paye bien afin que ses «bons citoyens» - la classe possédante - puisse sans danger mal payer; il assure par de bons traitements ses serviteurs dont il fait une arme de défense pour les «bons citoyens», une «police» (à la police appartient les soldats, les fonctionnaires de toute sorte, par exemple ceux de la justice, de l'instruction publique, bref toute la machine d'Etat) et les «bons citoyens» lui versent volontiers forts impôts pour pouvoir payer d'autant moins les travailleurs».

Où bien encore ce texte que je ne me lasserais pas de publier! «Les travailleurs ont entre leurs mains la puissance la plus formidable s'ils en prenaient conscience et voulaient la mettre en œuvre, rien ne leur résisterait; ils n'auraient qu'à cesser de travailler, qu'à considérer la matière travaillée comme la leur propre et à en jouir. Tel est le sens des agitations prolétaires qui se manifestent de temps à autre.

L'Etat repose sur l'esclavage au travail. Si le travail devient libre, l'Etat est perdu».

Les auteurs n'ont pas apprécié cette dernière phrase de Stirner et entreprennent de la réfuter par une citation de Marx. Malgré leur discrétion, ils montrent le bout de l'oreille en publiant en guise de conclusion un texte, La lutte finale, où on lit: «Les provocations sociales de la jeunesse sont l'ouverture d'une révolte qui aura d'abord toutes les chances d'être perdue, c'est à dire appelée crime. Ça vaut mieux que rien et nous verrons si, une fois encore, la volonté humaine ne sera pas capable de dépasser les conditions calculées».

Texte où, une fois encore, à travers un jargon ésotérique et à grands coups de paradoxes, nos situationnistes se coltent avec grand-père Marx, à la fois adoré et rejeté. De toute manière, c'est un livre sans véritable conclusion et dont les morceaux qu'il nous livre n'ont de valeur réelle que dans le contexte d'où on les a arbitrairement extraits. Et il ne pouvait pas avoir de conclusion à moins de revenir à la civilisation de la cueillette.

LA JEUNE PEINTURE FACE AU SYSTÈME

L A jeune peinture a exposé près de 15 jours au Musée du Luxembourg, à Paris, dans une grande salle miteuse, dépourvue de toute «commodité» puisque même le sanitaire n'existe pas. Le vendredi 13 janvier, la Fédération Anarchiste était invitée (au moins un militant la représentant, en l'occurrence c'était une militante) à participer à la réunion de revendication en vue de la réintégration de La jeune peinture au Musée d'Art Moderne.

Des «boxes» aux cloisons desquelles étaient accrochées les toiles, délimitaient les «tendances». Le premier box, à l'entrée, était libertaire et l'affichait. Le Monde Libertaire Hebdo était épinglé, le numéro avec guillemet en première page qui a d'ailleurs inspiré Obedam, compagne de Serge Pons. Elle en fit un tableau aux teintes froides, bien de rigueur. Serge Pons, plus osé peut-être, fait la révolution par les couleurs nuancées de ses œuvres.

En parcourant les autres boxes, on pouvait déduire que la création des jeunes peintres va du figuratif le plus crû à l'abstraction la plus élaborée, avec abondance de figures enchaînées, emprisonnées dans mille mailles. La jeune peinture, c'est, semble-t-il, du moins pour les chefs-d'œuvre, la couleur bien plus que la forme.

Des œuvres, souvent belles et originales, étaient exposées, que les salons officiels ont refusées parce que ne répondant pas aux

normes académiques, aux normes en cours.

Ce qui pouvait retenir l'attention du flâneur, plus encore de la flâneuse, c'était le box des «féministes», uniquement réservé aux artistes femmes. Le thème en était «le sang», ce sang que les hommes font jaillir chez les autres, que la femme sent, tout au long de sa vie, jaillir d'elle-même.

La réunion offrit de quoi décourager, sinon étonner. Puisque le comité initiateur de cette réunion visait un seul objectif: la réintégration de la jeune peinture au Musée d'Art Moderne, on aurait pu s'attendre à l'entente et l'union de ses membres. Un militant du PC, sans avoir la parole, la prit plusieurs fois, agressant l'un ou l'autre, Pons en particulier. Ce perturbateur reconnu, sous les huées, user de méthodes stalinienne. Sur tout cela planait de plus l'influence de l'OCI. Obedam, Pons et beaucoup d'autres le déplorèrent.

Mais il est certain que la revendication de La jeune peinture, ainsi que son manifeste, sont révolutionnaires et que les libertaires, avec un recul qui s'impose, ont à appuyer cette revendication. Car les lignes et les formes des artistes se réclamant de La jeune peinture sont inspirées par un souffle de révolte, celui qui conduit à la révolution. Et beaucoup parmi les œuvres de ces créateurs sont authentiquement libertaires.

Marie-Madeleine HERMET

GERBE D'INSOLENCE

C'est à Jean Coudret que l'on en doit le bouquet, interprété successivement par Michel Lebarbier qui, avec sincérité, restitue les œuvres de jeunesse, premières fleurs des insolences de l'auteur, puis Sarah Boro et Nicole Romain dont les hautbois l'ont contrasté à la voix chaude de Henri Kuhh.

En toile de fond, l'audition est soutenue par guitare et violon grâce aux soins de Rémy Robin et Marcel Eglin.

Ce dernier interprète avec force les œuvres de Jean Coudret qu'il a mises en musique.

Jean Sagittaire présente le spectacle avec une grande simplicité.

HEMEL

ANDRÉ HARDELLET, POÈTE «MAUDIT»

C A existerait donc encore, les poètes «maudits»? Quelle question stupide! Bien sûr que oui, et de plus en plus de nos jours où, dans cette société consummatrice qui se veut pourtant «kultivée», on assiste au règne sans partage de la médiocrité, de la vulgarité, du manque de goût, et ceci dans tous les domaines, mais très remarquablement dans celui de l'édition littéraire. La culture, quel mot vide de sens! On est prêt à publier n'importe quelle merde, pourvu qu'elle soit signée d'un nom capable de faire recette. On se moque bien qu'un créateur authentique ait du talent, un style, de l'imagination, et quelque chose à dire. Tout cela passe au second plan. Les gros tirages, les énormes pavés publicitaires sont rarement destinés à de véritables écrivains, mais au contraire réservés aux mémoires d'une star de l'écran, de la politique ou du show-business, aux souvenirs d'un «roi» du sport ou d'une maquerelle en retraite, alors que la majorité de ces débutants en écriture auront eu recours à des «nègres», ou au mieux, à un journaliste-interviewer enregistrant sur bande magnétique leurs «confessions» et autres «révélations».

Il y a un an à peine, le nom d'André Hardellet était pratiquement inconnu, et tout à coup, en quelques mois, trois années après sa mort, il connaît enfin une étonnante, mais combien tardive consécration. Deux de ses plus beaux romans poétiques: Le seuil du jardin et Les chasseurs viennent de paraître en «Livres de Poches»; la critique Hubert Juin publie une étude enthousiaste sur son œuvre chez Seghers, et, plus inattendu encore, son récit d'un érotisme très pur, Lourdes, lentes, qui lui avait valu en 1969 un procès pour «obscénité» et une condamnation à une amende et à la destruction de son livre, vient heureusement enrichir la collection 10/18, se trouvant ainsi à la portée de tous.

André Hardellet, à qui André Breton écrivait: «Vous abordez en conquérant les seules terres vraiment lointaines qui m'intéressent et la reconnaissance que vous y poussez offre un nouveau ressort à tout ce que je me connais comme raisons de vivre...», c'était aussi l'auteur de quelques bonnes chansons interprétées par Guy Béart, dont le célèbre et nostalgique Bal chez Temporel, c'était l'ami de Brassens, de Prévert, de Fallet, c'était une poésie de l'imaginaire, du voyage hors des sentiers battus, c'était un homme qui parlait avec amour et émotion de Paris et parlait de la Commune avec son cœur: «Le cœur de Paris n'a jamais battu aussi fort et aussi généreusement que pendant la Commune: ces trois mois où les hommes ont voulu prendre la liberté à bras-le-corps, comme ils auraient étreint Jeanne-Marie, exercent toujours sur moi leur fascination...».

Délicat poète du «temps trouvé-perdu», comme le définit son ami Hubert Juin, cet homme «qui n'a jamais guéri de son enfance» se souhaitait des lecteurs qui ne soient pas comme les autres. Puissent tous ceux qui vont le découvrir grâce aux collections populaires, lui donner un peu raison.

Nous souhaiterions surtout qu'en cette époque où les vrais écrivains ont tant de mal à sortir du ghetto où les relègue la connerie officielle, des Hardellet en puissance parviennent à «vivre de leur plume» et à atteindre ce qu'on appelle le «grand public», qui a tout de même droit lui aussi, à autre chose que le roman-photo sentimental, ou la littérature de bazar et de basse-consommation, du genre Guy des Cars ou Konsalik, même si, en fin de compte, la «culture» ne fait pas l'homme.

Bernard LANZA

Une certaine B.D. en danger

P ENDANT longtemps et pour beaucoup, la bande dessinée fut synonyme de Mickey, un monde destiné à l'enfance. Le combat fut long pour la faire sortir de son ghetto; elle s'est désormais enrichie du monde des adultes, grâce à certaines revues spécialisées (Charlie mensuel, Pilote, L'écho des savanes, Fluide glacial, Mormal, etc.). La bande dessinée peut être considérée actuellement comme un support culturel au même titre qu'un livre, un film...

Pour être admise, il y a tout de même une condition à remplir: ne rien remettre en cause. C'est justement le contraire que fait Cabu (dessinateur à Charlie-Hebdo) avec son dernier recueil: A bas toutes les armées. Il ose profiter de son graphisme pour remettre en question l'institution chérie de tous les pouvoirs: l'armée.

On passait pour les Mickey, mais porter atteinte aux défenseurs de la patrie, au risque de les «démoraliser», plus d'accord. C'est donc la répression, les procès (Cabu n'en est pas à son premier) et l'on s'achemine à grands pas vers une interdiction pure et simple du recueil.

Cabu a compris que la bande dessinée peut devenir un excellent outil de lutte. L'Etat le sait, il agit en conséquence. Avec Cabu, la BD s'est mise au diapason de l'antimilitarisme. Un moyen d'expression populaire, pour une lutte qui doit redevenir aussi.

Pour nous, un moyen de soutenir le combat de Cabu qui est le nôtre: lire son livre.

Erick

* Cabu: A bas toutes les armées 25 F.

Le bilan d'une lutte pour la vie

LE PELLERIN - NUCLÉAIRE

(suite de la page 1)

Enquête-bidon, comme à Flamanville et Braud-St-Louis où on ne tient pas compte des milliers de réponses négatives et où on commence les travaux avant même la publication du rapport de l'enquête. Durant ces 6 semaines, les interventions et les incidents vont se succéder, parfois avec violence.

Des maires du site notifient à la Préfecture leur opposition à l'enquête. Des maires de communes voisines demandent l'élargissement du périmètre de l'enquête et se prononcent contre l'implantation de la centrale du Pellerin. Ce sont des maires de villes importantes (Nantes, St-Herblain, Bouguenais), et où la population est surtout ouvrière. Le préfet reste sourd et limite l'enquête aux communes rurales. L'Association des Maires du Pays de Retz (sud-Loire) se prononce contre la forme dans laquelle se déroule l'enquête (manque d'information véritable). Les expositions, les meetings, les projections de films se succèdent afin d'informer la population. C'est le travail des Comités d'Information Nucléaire, les autorités refusant l'information.

Le 20 mai, le sous-préfet affiche l'avis d'ouverture de l'enquête, cet avis est aussitôt détruit dans plusieurs mairies. Le 31 mai, c'est l'ouverture officielle de l'enquête. Dans les communes de Cheix et du Pellerin, le sous-préfet se heurte aux paysans. Les accès à la mairie sont barrés par des engins agricoles, le sous-préfet arrosé de purin. Faute de pouvoir déposer les registres d'enquête dans la véritable mairie, le sous-préfet les dépose le lendemain dans des fourgonnettes louées et pompeusement baptisées «Mairies annexes» et protégées par des cars de garde-républicains. La journée ne se passe pas sans heurts et attaques par les populations. A Cheix et au Pellerin, un troupeau de vaches est lâché contre les flics qui doivent se replier. Le 2 juin à Coueron, une trentaine de personnes pénètrent dans la mairie, arrachent le registre d'enquête et le brûlent sur la place du Marché. Le 3 juin, 5 otages choisis parmi les paysans militants de la région sont mis en prison pour cet acte.

Durant la semaine qui suit, les déclarations se succèdent pendant que la région était inondée d'affiches. Le maire de Coueron ne veut plus de forces de police à la mairie. Il sera bientôt suivi par d'autres maires qui contraignent les autorités à aller installer leur registre ailleurs que dans la Maison Communale, car chaque mairie (même les plus calmes) est occupée par un peloton de gardes mobiles. Le 9 juin, manifestation devant le Palais de Justice et dans la ville de Nantes. Le 10 juin, procès des 5 otages. Le Palais de Justice est bouclé dès 7 heures du matin. Une quinzaine de personnes seulement pourront assister au procès. Le reste du «public» est composé de policiers en civil et employés du Palais. Sur la place du Palais, un impressionnant déploiement de police de tous uniformes. Même en mai 68, on n'en avait pas vu autant à la préfecture. Les 5 sont sévèrement condamnés: 8 mois de prison dont 2 fermes. L'après-midi, l'atmosphère sera houleuse dans Nantes et un groupe d'une trentaine de personnes, scandalisées par

le verdict, va arracher le registre dans la mairie de St-Jean de Boiseau où se produit une sérieuse échauffourée. Le registre est détruit. A ce jour, il n'y a pas encore d'inculpation. Appel est fait contre le verdict condamnant les paysans (qui pour plus de sûreté sont enfermés à Rennes). Le nouveau procès se fera à Rennes le 15 juin. Des meetings vont alors se tenir dans de nombreuses villes et bourgades animées par les antinucléaires mais aussi par les associations paysannes (St-Nazaire, Nantes, Rézé, Treillières, Chateaubriant, Vertou, Redon, Ancenis, etc.). Les syndicats, associations de familles, partis politiques se prononcent, enfin, contre la répression. Le 14 juin: manifestation à Nantes devant la préfecture. Le 15 juin: déplacement en cars des gens de la région nantaise et du Pellerin et manifestation monstre dans les rues de Rennes et devant le Palais de Justice. Les flics sont moins agressifs et une cinquantaine de personnes sont admises dans le «public». Les accusés bénéficieront du sursis et un cortège ira jusqu'à la prison les récupérer.

Jusqu'à la fin de l'enquête, les incidents se multiplieront. Le plus violent se produira à Chaix en Retz où la population tentera d'empêcher la fourgonnette «Mairie annexe» de pénétrer sur le territoire de la commune. L'affrontement sera sérieux. Grenades lacrymogènes d'un côté, vaches lâchées, pneus enflammés et pierres de l'autre. Toute la journée la bataille fait rage et les paysans verront leur matériel saccagé par les vandales de la police (plus d'un million d'anciens francs de détériorations sur les tracteurs).

Pendant ce temps, des pétitions circulent. Les comités et les syndicats récolteront plus de 30 000 signatures que le préfet refuse le 28 juin. Le mot d'ordre de boycott des registres a été suivi: ces registres officiels ne recevront que quelques dizaines d'avis, pour la plupart favorables au projet. La commune du Pellerin fera un référendum: 1300 signatures contre la centrale, aucune pour, sur 1700 électeurs. Les registres d'enquête n'ont recueilli que 4 signatures à Cheix et 5 au Pellerin. Cela n'empêchera pas les enquêteurs désignés par la préfecture (un architecte, un directeur général de la banque BPBA, un directeur général des Ets Joseph Paris) de décider. Ils se reconnaissent incompétents mais font confiance à l'EDF et approuvent l'implantation de la centrale. C'est un tollé général!

Le maire du Pellerin annonce officiellement, sans être démenti, que sur l'ensemble de l'enquête, en ajoutant les 3 «oui» des enquêteurs, on obtient un pourcentage insignifiant, 0,3% d'avis favorables par rapport aux avis exprimés par écrit. Et l'État persiste: c'est cela la démocratie!

On avait dit qu'on tiendrait compte de l'avis des populations intéressées. Il a été clairement exprimé. Cela n'arrête

pas l'EDF dans ses travaux d'implantation. Ceux-ci sont déjà bien avancés bien que l'EDF elle-même n'ait pas encore donné le premier coup de pioche.

La mairie de Rézé fait procéder à un aménagement du carrefour de la route de Pornic et de la route de Trentemoult. Elle prétend que cet aménagement n'a rien à voir avec le nucléaire et proteste de sa bonne foi. Cet aménagement est consécutif à l'accident mortel survenu à un enfant de Trentemoult. En d'autres temps, on aurait fait une passerelle (prévue par la Fédération des Parents d'élèves Cornec et acceptée par la préfecture), là, on fait un croisement à deux niveaux. Lorsque la construction de la centrale sera en cours, il serait dommage que les camions d'approvisionnements soient retardés par ce carrefour et qu'ils créent une perturbation qui ne fera qu'agacer les rézéliens qui basculeront dans le camp antinucléaire.

salaires de 11 francs de l'heure. Parallèlement, l'EDF multiplie ses sourires auprès des édiles: invitation des maires, conseillers municipaux et conseillers généraux de la région pour visiter des centrales nucléaires, ce qui attire immédiatement la réplique des comités (toujours bien informés) qui se trouvent, comme le 8 octobre, au départ de l'avion vers Bugey, pour expliquer aux invités ce qu'EDF ne leur dira pas.

En juin, les comités sont déjà allés au siège d'EDF, à Nantes, demander l'arrêt de l'enquête et expliquer le sens de leur action aux employés, insistant sur le fait qu'elle n'est pas dirigée contre eux mais contre la politique nucléaire du gouvernement. Durant l'été, les comités construiront une baraque sur le site, sur un terrain appartenant au Groupement Foncier Agricole. La propagande pour la récolte des fonds et le développement de ce GFA est accentuée, ainsi que celle de l'autoréduction de 15% sur les fac-



On a appris que la gare de Rézé allait recevoir des aménagements pour permettre un surcroît de trafic sur la ligne qui desservira le Pellerin. Des spécialistes des services fonciers sont sur place pour acquérir les terrains nécessaires à l'extension du réseau SNCF vers le Pellerin qui, actuellement, n'est pas desservi par le train. Un appel d'offre public a été lancé pour la vente de la terre arable qu'on enlèvera sur le site. Une enquête est en cours auprès des maraîchers pour leur proposer de venir s'installer près de la future centrale afin de bénéficier d'eau chaude pour chauffer leurs serres. Une étude des courants de la Loire dans l'estuaire est en cours. Un projet de station de pompage vient de recevoir l'accord du Conseil Général, de la Chambre de Commerce et du port autonome de Nantes-St-Nazaire. Elle sera très importante et 90% de sa capacité de production ne sera pas utilisée dans l'immédiat, mais pourront l'être dans l'avenir (pour la centrale, parbleu!).

Une société de gardiennage embauche des gardiens pour le site. Ils feront les 3x8 pour un

taux EDF. Des comités interviennent au congrès du parti socialiste de Nantes. D'autres interviendront à la fête du PC en novembre. En décembre, à Rézé, quinzaine d'information nucléaire. Durant l'automne, l'EDF ou une entreprise extérieure travaillant pour son compte, s'installe discrètement sur les rives du canal de la Martinière, au Pellerin. Le maire refuse tout permis de construire. Les travaux continuent. Fin décembre, un groupe d'inconnus balance tout le matériel dans le canal et casse à coups de masse ce qui ne peut être déplacé. Les gendarmes quadrillent le site et cherchent des noises à 4 personnes qui ne peuvent être inculpées.

Le 8 janvier, un ingénieur EDF en retraite se pointe pour acheter le château du Pellerin. Il ne passe pas inaperçu et le téléphone arabe fonctionnant, une trentaine de paysans lui demandent des explications. Il est bien embarrassé et doit avouer l'objet de sa visite. Les pneus de sa voiture dégonflés, il appelle à l'aide un ingénieur EDF en exercice, qui arrive peu après. Celui-ci a les pneus de

sa voiture crevés tandis que la serviette du retraité disparaît. Il portera plainte pour une sequestration (en plein air) de 3 heures. Mais depuis, une main anonyme a déposé la serviette à la mairie avec photocopies des documents qu'elle contenait et qui s'avèrent très intéressants:

- des feuillets très techniques qui sont actuellement dépouillés par des scientifiques,
- une note sur la bouche d'essai du canal de la Martinière définit clairement le rôle de cette installation (qu'on avait mensongèrement attribuée à l'étude d'un plan d'alimentation d'eau industrielle des entreprises de l'estuaire) qui a pour but l'étude de la fabrication de la centrale nucléaire,
- on relève aussi des projets de travaux ne figurant pas à l'enquête d'utilité publique, comme le doublement de la route départementale,
- un plan de sensibilisation psychologique de la population pour «discréditer les antinucléaires irréductibles»,
- un fichier des habitants du Pellerin et autres communes.

Cela se terminera par quelques procès, mais où sont là-dedans la volonté de concertation, la démocratie et la liberté des individus? EDF répond que son retraité se bornait à «exécuter des missions personnalisées d'information». Il n'est pas le seul. On a vu, il y a quelques semaines, se pointer à une réunion du comité du Pellerin une jeune personne. Pressée de questions, elle a dû avouer qu'elle venait faire une enquête d'impact psychologique du projet d'implantation pour le compte d'un institut quelconque qui s'est avéré, finalement, être financé par EDF.

Les ingénieurs d'EDF se rencontrent en d'autres lieux, ils ont quelquefois assisté aux réunions publiques où ils défendaient la cause, mais, démasqués, la salle réagissait défavorablement. EDF a abandonné cette tactique. Ils servent aussi d'accompagnateurs lors des visites de centrales.

Pour lutter contre cette centrale, certains écologistes se décident à présenter des candidats aux législatives sous l'étiquette d'Écologie 78: à Nantes, La Baule, Le Pellerin. Enfin, le 15 janvier, au Pellerin, un cortège de plusieurs tracteurs s'est présenté sur les bords du canal de la Martinière à l'emplacement de la future station de pompage, a chargé les rouleaux de barbelés destinés à la confection de la clôture et les a jetés à la décharge publique. Arrosée d'essence et recouverte de paille, le feu a été mis à cette clôture.

La lutte continue et EDF a raison de dire que nulle part ailleurs elle s'est heurtée à autant de détermination de la part des paysans qui ne veulent pas être dépossédés de leur terre pour aller pointer au chômage et de l'ensemble des populations de nombreuses communes qui n'attendent pas comme à Flamanville, à Braud-St-Louis et Creys-Malville que les travaux soient bien amorcés pour réagir.

C'est tout de suite, avec force et par tous les moyens.

J.-J. BREST